

Il y a les cultivateurs qui sortent de leur condition et qui négligent la culture pour la spéculation, les marchés de toutes sortes et la maquignonnerie. Le départ de ces familles devient inévitable.

Il y a les mauvais cultivateurs, ceux qui ne savent faire donner à leur terre ce que cette terre ne demanderait pas mieux de produire si elle était cultivée selon les données de la science agricole.

* * *

Parmi ceux qui partent, il y a les familles nombreuses des villages, et particulièrement les gens qui ont fait des études, étant presque invariablement dans l'impossibilité de trouver à la campagne de quoi gagner leur vie ou se faire un avenir proportionné aux sacrifices consentis.

* * *

Ces gens-là pour une raison ou pour une autre sont obligés de partir, non pas pour s'amuser, mais dans le seul but de *vivre*.

Serait-il possible de les retenir tous à la campagne ? Certainement non, car jamais on ne pourra empêcher que le vase trop plein renverse.

Serait-il possible d'y retenir le plus grand nombre ?

Avec l'organisation actuelle de notre agriculture et de notre industrie rurale et citadine, il faut encore dire non.

Avec des réformes pratiques et à notre agriculture et à notre industrie et à notre colonisation, nous pouvons croire que oui.

* * *

A notre organisation agricole il faut donner le crédit agricole que l'on peut trouver dans la Caisse populaire, les coopératives de vente et d'achat, etc.

Notre colonisation, il faut la rendre possible à ceux qui désirent se faire colons et n'ont pas d'argent.

Notre industrie, elle doit être ainsi organisée qu'elle puisse faire revivre la petite industrie rurale, écrasée depuis quelques années par la grande industrie, par le monopole.

Notre industrie, elle doit comprendre des écoles d'arts et métiers ainsi organisées qu'elles puissent répondre d'abord aux besoins locaux, ensuite aux besoins nationaux.

Avec ces réformes, et d'autres que les gens au courant pourraient trouver, nous pourrions certainement en retenir un bon nombre à la campagne.

* * *

Il faut se défier des réformes inspirées par la conviction que les campagnards s'en vont en ville pour s'amuser, c'est-à-dire la diffusion des cinémas, des salles de danse et autres amusements des villes. Ces réformes constitueraient bientôt une porte ouverte menant à la ville et une invitation directe à désertir la campagne pour aller voir mieux en ville.

* * *

Ceux que l'on ne pourrait retenir, soit parce qu'ils désireront partir, ou en seront forcés — et ils sont nombreux, — où iront-ils ? Se dirigeront-ils vers les États-Unis ou vers le Canada ?

Ils se dirigeraient plus facilement vers nos villes canadiennes si, comme nous le disions plus haut, nous savions discrètement les y diriger en leur fournissant les métiers qui leur permettront de s'employer chez nous. Ils se dirigeront de préférence chez nous, si notre grande industrie peut leur assurer un travail continue et un salaire viable. Sans quoi, ils émigrent aux États-Unis.

Qui pourrait les en blâmer ?

* * *

Nous croyons donc que le problème de la désertion des campagnes se pose bien autrement qu'on a l'habitude de l'envisager généralement ; que la grande majorité de ceux qui partent le font dans le seul but de gagner leur vie ; qu'un certain nombre doivent nécessairement partir et qu'on ne peut leur demander de demeurer à la campagne sans se montrer injustes envers eux ; que nous pouvons cependant en retenir un grand nombre en faisant subir certaines réformes pratiques à notre organisation agricole, à notre système de colonisation, à notre industrie rurale et citadine ; que ceux qui doivent partir, nous pourrions les garder au Canada, si nous savions d'abord les diriger de la campagne par le métier et les attirer dans nos centres par l'assurance qu'il pourront y vivre.

Thomas POULIN.

Le Travailleur.